

France/Crise des "gilets jaunes"

Macron appelle des Français sceptiques à un grand débat

AFP
Paris/France

A travers cet exercice, qui débute ce mardi, le président joue gros, soulignent politologues et éditorialistes.

EMPÊTRE dans la crise des "gilets jaunes", le président français Emmanuel Macron a appelé les Français à participer à un grand débat national qui vise à calmer la colère des protestataires mais restait en butte au scepticisme. Déstabilisé par près de deux mois de blocages et manifestations contre sa politique sociale et fiscale, le chef de l'Etat a détaillé les grandes lignes de cette consultation inédite dans une "Lettre aux Français" diffusée hier dans les médias et les réseaux sociaux. Pouvoir d'achat, fiscalité, démocratie et environnement : les quatre grands thèmes proposés correspondent à ceux évoqués le plus souvent par les milliers de Français des classes populaires et moyennes, entrés en rébellion le 17 novembre contre une politique jugée injuste. Le président propose de baliser le débat autour d'une trentaine de questions, trace des lignes rouges, comme la suppression de l'ISF (l'impôt sur la fortune), mais ouvre la porte à des réformes importantes comme le référendum d'initiative



Photo : AFP

Le président Emmanuel et les élus de l'Association des maires ruraux de France pour poser les jalons du grand débat qui débute ce mardi.

citoyenne. Est exclue du débat toute remise en cause de l'avortement, de la peine de mort ou du mariage homosexuel. "Ce n'est ni une élection, ni un référendum", a averti M. Macron dans sa lettre. Un duo de ministres - Emmanuelle Wargon (Transition écologique) et Sébastien Lecornu (Collectivités territoriales) - sera notamment chargé d'animer cette consultation, qui doit être organisée par les élus locaux. Dès ce mardi, Emmanuel Macron éprouvera la formule en se rendant dans une petite commune, Grand Bourgtheroulde (ouest), aux côtés de 600 maires et élus de Normandie. Il multipliera ensuite les déplacements pendant deux mois pour inciter les Français à se saisir de l'op-

portunité de dialoguer et "rendra compte directement" du débat dans le mois suivant sa fin. "L'idée c'est d'aller partout, dans tous les interstices des territoires et de la République et de n'oublier personne", assure le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. Le débat doit se poursuivre jusqu'à mi-mars, les remontées seront ensuite traitées et des décisions annoncées avant fin avril. **"EXERCICE PERILLEUX"** • C'est la deuxième tentative du président Macron pour désamorcer la colère des manifestants, restés mobilisés malgré l'annonce d'un plan de 10 milliards d'euros pour soutenir le pouvoir d'achat des plus modestes. Au plus bas dans les sondages, le chef de l'Etat joue gros avec ce

débat, soulignaient hier politologues et éditorialistes. "Avec cette adresse aux Français, le chef de l'Etat est en fait candidat... à sauver les trois ans qu'il lui reste à passer à l'Elysée", écrit Paul Quinio dans le quotidien Libération (gauche). "L'exercice est d'autant plus périlleux que l'humeur du pays reste plus que grincheuse". La consultation est ainsi contestée avant même d'être lancée. Nombre de "gilets jaunes" lui nient toute légitimité, affirmant que le vrai débat est aujourd'hui "dans la rue". Ils ont encore montré samedi leur détermination en défiant plus nombreux - 84 000 dans toute la France contre 50 000 la semaine précédente, selon le ministère de l'Intérieur.

Du côté des partis politiques, le parti d'extrême droite Rassemblement national ne voit dans le grand débat que "du vent" quand le parti de gauche radicale La France Insoumise le qualifie d'"enfumage". Le patron des Républicains (droite) Laurent Wauquiez a quant à lui dénoncé le risque d'un "artifice grossier". Mais Les Républicains apporteront "leurs contributions" pour "participer à la sortie de la France du chaos", a souligné Laurence Sailliet, une des porte-parole du parti. Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, souhaite également que les socialistes "se fassent entendre". Les écologistes aussi, a assuré leur patron Yannick Jadot, tout en avertissant que "si Macron triche avec les Français, le risque est que la démocratie s'affaisse encore plus". L'Association des maires ruraux de France (AMRF) a elle salué dans la lettre du président "une rampe de lancement" du grand débat qui "pose bien le diagnostic", mais craint au final un simple "raccordage". Selon de récents sondages, entre 32% et 41% des Français interrogés ont l'intention de "participer d'une manière ou d'une autre" au grand débat. Mais ils ne sont que 29% à penser qu'il aboutira "à des mesures utiles". L'approbation des Français pour les "gilets jaunes" est, elle, en baisse, mais reste majoritaire.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Quatre morts à Kaboul**
Une voiture piégée a explosé hier soir dans l'est de Kaboul, tuant 4 personnes et en blessant 44 autres, selon un dernier bilan des autorités. L'attentat visait un complexe qui jusqu'à récemment abritait des employés étrangers mais qui était en partie vide au moment de l'explosion, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najib Danish.

• **Grande-Bretagne/Diplomatie. Le coup de pouce de l'UE à May**
Les dirigeants de l'UE ont donné hier un coup de pouce à la Première ministre Theresa May dans un ultime effort pour tenter de convaincre les députés britanniques de voter ce mardi l'accord de Brexit, menacé d'un rejet aux conséquences imprévisibles.

• **Italie/Justice. Battisti de retour après 40 ans de cavale**
Cesare Battisti, 64 ans, ex-activiste italien d'extrême gauche condamné pour sa participation à quatre meurtres et expulsé dimanche de Bolivie, est arrivé hier à Rome pour purger une peine de réclusion à perpétuité, après des décennies de cavale.

• **Pologne/Violence. Le maire de Gdansk poignardé à mort**



Photo : AFP

Le maire du grand port polonais de Gdansk, Pawel Adamowicz, blessé au couteau dimanche soir par un agresseur lors d'un événement caritatif public, est mort, a annoncé hier le ministre de la Santé Lukasz Szumowski. Toute la Pologne est en état de choc.

• **Syrie/Conflit. La Turquie pas "intimidée" par les menaces de Trump**
La Turquie a affirmé hier ne pas être intimidée par les menaces de Donald Trump de "dévaster" son économie en cas d'attaque turque contre les milices kurdes soutenues par les Etats-Unis en Syrie après le retrait américain prévu de ce pays.

• **Yémen/Conflit. Pompeo accuse les rebelles**
Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a accusé hier les rebelles Houthis du Yémen de ne pas respecter les termes de l'accord conclu en Suède sous le parrainage des Nations unies sur une trêve dans le port stratégique de Hodeïda.

Etats-Unis/Après les révélations du New York Times

Trump : "Je n'ai jamais travaillé pour la Russie"

AFP
Washington/Etats-Unis

LE président américain Donald Trump a assuré hier n'avoir "jamais travaillé pour la Russie" après les révélations du New York Times sur l'ouverture en 2017 d'une enquête de la police fédérale (FBI) visant à déterminer s'il travaillait pour le compte de Moscou. "Je n'ai jamais travaillé pour la Russie", a déclaré le 45e président des Etats-Unis depuis les jardins enneigés de la Maison Blanche. "Je pense que c'est une honte que vous posiez cette question", a-t-il ajouté avant de s'envoler pour La Nouvelle-Orléans (Louisiane). Selon le New York Times, l'enquête de la police fédérale américaine a été rapidement fusionnée avec celle ouverte par le procu-



Photo : AFP/L'Union

Donald Trump et Vladimir Poutine à Helsinki en juillet 2018. Une rencontre citée par le Washington Post comme révélatrice des liens particuliers susceptibles d'exister entre les deux présidents.

reur spécial Robert Mueller sur des soupçons de collusion entre Moscou et l'équipe de campagne du candidat républicain à l'élection présidentielle de 2016. "Les gens qui ont lancé cette enquête (...) l'ont fait j'imagine

parce que j'avais limogé (James) Comey (l'ancien patron du FBI, NDLR), ce qui fut une excellente chose pour notre pays", a encore dit M. Trump. Interrogé sur les informations du Washington Post selon lequel il aurait cher-

ché à dissimuler les détails de ses conversations avec son homologue russe Vladimir Poutine, le président américain a contesté avoir agi de la sorte. "Je n'en sais absolument rien, c'est beaucoup de Fake News (...) Ce fut une rencon-

tre couronnée de succès", a-t-il affirmé, faisant semblant-il référence au sommet d'Helsinki en juillet 2018 avec M. Poutine. A l'issue de cette rencontre, M. Trump avait suscité un tollé, y compris dans son propre camp, pour s'être montré particulièrement conciliant envers M. Poutine lors d'une conférence de presse commune avec l'homme fort du Kremlin, en particulier sur la question de l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016. Donald Trump, qui nie catégoriquement toute collusion avec la Russie, critique régulièrement l'enquête de M. Mueller, qu'il qualifie de "chasse aux sorcières". Cette enquête, toujours en cours, a débouché sur de multiples inculpations et condamnations en particulier d'anciens proches collaborateurs du président.